

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 08/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIRAC

9 rue Francis de Pressensé
14460 Colombelles

Références : 2025-347
Code AIOT : 0005302882

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2025 dans l'établissement SIRAC implanté 9 rue Francis de Pressensé 14460 Colombelles. L'inspection a été annoncée le 15/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIRAC
- 9 rue Francis de Pressensé 14460 Colombelles
- Code AIOT : 0005302882
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'unité d'incinération située à Colombelles est exploitée par la société SIRAC (groupe SUEZ), délégataire de service public pour le SYVEDAC jusqu'en 2030. L'installation est autorisée à traiter 125 000 t de déchets par an dont 10 % de déchets d'activités de soin à risque infectieux (DASRI) par arrêté préfectoral du 2 mai 2012.

L'usine est ouverte 24h/24, 365 j/an, et comporte deux lignes d'incinération d'une capacité maximale de 8 t/h chacune. Elle alimente notamment un réseau de chauffage urbain et des serres maraîchères et produit également de l'électricité.

L'exploitant a fourni le rapport annuel de l'année 2024 en amont de la visite d'inspection. Il montre notamment que l'installation respecte les capacités pour laquelle elle est autorisée en matière de tonnage de déchets par an.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite, une des deux lignes était arrêtée en raison d'une fuite provenant d'une canalisation liée à la chaudière située au dessus du four. Malgré cet arrêt fortuit qui a duré environ 1 semaine, l'exploitant s'est organisé pour gérer au mieux les flux et limiter les stockages et les nuisances qui en découlent (en particulier les odeurs).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Conditions de combustion	Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 17.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Respect des VLE, rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Analyse des PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 30	Sans objet
4	Installation de traitement des eaux de lavage des fumées	Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 25.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a permis de constater le sérieux de l'exploitation du site. L'exploitant doit néanmoins progresser sur la connaissance de ses impacts chroniques potentiels concernant d'une part les analyses des PFAS dans les eaux rejetées et concernant d'autre part la quantité de mercure dans les sols exposés aux retombées des émissions atmosphériques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 30
Thème(s) : Risques accidentels, Volume disponible
Prescription contrôlée : Les installations doivent être équipées d'un bassin de confinement. Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Il doit avoir en permanence une capacité d'accueil minimum de 360m ³ .
Constats : Lors de la visite des installations, il a été constaté que le volume disponible requis pour confiner les eaux d'extinction était bien présent. L'exploitant dispose d'un repère pour s'assurer de ce volume. La manivelle permettant d'actionner la vanne de confinement est située à proximité du dispositif de sectionnement. L'exploitant a indiqué que des exercices de manipulation de la vanne étaient régulièrement effectués par les agents d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 17.2
Thème(s) : Risques chroniques, suivi des températures
Prescription contrôlée : Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, les gaz résultant du processus soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, à une température de 850 °C pendant deux secondes, mesurée en un point représentatif de la chambre de combustion. Le temps de séjour devra être vérifié lors des essais de mise en service. La température doit être mesurée et enregistrée en continu.
Constats : Les inspectrices ont visualisé en salle de contrôle les différents écrans, indicateurs et alarmes permettant à l'exploitant de s'assurer que la prescription ci-dessus est bien respectée. A cet effet, différentes sondes sont placées à l'intérieur du four.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir un bilan des contrôles périodiques et les justificatifs principaux concernant la réalisation des contrôles de bon fonctionnement des sondes de température

permettant de justifier que les gaz de combustion sont portés à une température de 850 °C pendant deux secondes et des asservissements associés. Ces éléments sont à fournir sous 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Respect des VLE, rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des concentrations en mercure
Prescription contrôlée : En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté.
Constats : La visite d'inspection précédente réalisée le 18 juillet 2014 avait mis en évidence une anomalie concernant les concentrations du paramètre mercure. L'exploitant a depuis mis en place un dispositif d'injection automatique et les concentrations mesurées sont conformes depuis lors.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lever le doute concernant une éventuelle accumulation de mercure dans les sols situés aux alentours du site et étant les plus exposés à ce type de retombées. Les éléments sont attendus sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Installation de traitement des eaux de lavage des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 25.1
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien
Prescription contrôlée : Les installations de traitement des effluents liquides doivent être correctement entretenues et périodiquement vérifiées, de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilités pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.
Constats : Le dispositif de traitement était en fonctionnement lors de la visite. Les valeurs présentées par l'exploitant concernant les concentrations en polluants dans les eaux de lavage des fumées

rejetées dans l'Orne sont conformes. Un léger dépôt a été observé le long du canal de mesure de débit en sortie de dispositif de traitement situé au sein du site, sans que cela puisse a priori avoir d'incidence sur le bon fonctionnement de l'ouvrage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est rappelé la nécessité d'entretenir l'installation de traitement en anticipation et d'être vigilant quant au vieillissement des dispositifs (sonde, injection, dispositifs de contrôle, etc.). L'exploitant est invité à programmer un diagnostic complet de fonctionnement de son installation de traitement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Analyse des PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets air et eau

Prescription contrôlée :

Cet arrêté s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.

Constats :

Des concentrations en PFAS ont été retrouvées dans les rejets atmosphériques. L'exploitant n'a par ailleurs pas fait l'analyse des PFAS dans les eaux de lavage des fumées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit effectuer les analyses des concentrations en PFAS dans son rejet d'eaux de lavage des fumées d'ici la fin d'année 2025. Les données seront à déclarer sur GIDAF suivant la procédure rappelée aux pages 17 à 19 de la note d'application de l'arrêté ministériel "PFAS" du 20/06/2023

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois